

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

le pouvoir au pied du mur

EDITORIAL

Voici plusieurs semaines que nous dénonçons la tendance européiste du gouvernement français et le glissement atlantiste révélé par certaines attitudes de M. Jobert. Une tendance sans cesse démentie par les faits, et par les mesures mêmes que la République pompidolienne adopte sous la pression des événements. Un glissement qui aboutirait à l'aliénation de notre indépendance politique et économique dans un bloc dirigé par les Etats-Unis.

Il ne s'agit encore que de tentations, ou d'accès de fièvre provoqués par l'ambition qu'éprouvent les ges-

tionnaires au pouvoir de se donner un grand dessein. Comme si le destin de la France et la volonté de transformer notre société n'étaient pas susceptibles de tendre les volontés et de susciter les enthousiasmes. Mais la République pompidolienne est incapable d'imagination quant à la définition d'un projet de civilisation qui libérerait les Français de la dictature des marchands. Et elle tarde à définir un projet diplomatique qui assurerait à notre pays l'indépendance, tout en lui permettant de s'associer aux nations en butte aux assauts des impérialismes.

La voici, cette semaine, doublement placée au pied du mur : à Bruxelles d'abord, où les pays de la C.E.E. doivent décider de leur attitude à la conférence convoquée par M. Nixon. Face à cette réunion de

Washington ensuite, puisqu'il lui faut maintenant donner une réponse qui n'a que trop tardé.

Espérons une attitude doublement négative qui traduirait enfin la volonté d'assurer à la France une pleine et entière liberté. Il faut dire non à tous ceux qui voudraient que l'Europe parle « d'une seule voix ». Parce que l'Europe n'existe pas, et parce qu'il y a trop de valets des Etats-Unis dans les cénacles qui en tiennent lieu. Et il faut dire non à M. Nixon, qui ne cache même pas sa volonté de dicter aux pays consommateurs de pétrole une politique qui les réduirait en esclavage.

Attendons la réponse, espérons le sursaut. Et préparons-nous à la lutte de libération nationale si, d'aventure, l'esprit de renoncement l'emportait.

N.A.F.

théâtre et culture

« un poète, et tout sera sauvé ! »

« Qu'est-ce que ce monstre récent que l'on appelle la culture ? » Cette phrase de Jean Vilar éclaire à nouveau notre certitude que le problème du théâtre, de ses rapports avec un public « populaire » (1) n'est pas un problème culturel. Faire œuvre théâtrale n'est pas faire œuvre culturelle. Le fait que l'on accouple souvent ces deux mots prouve, s'il en est encore besoin, que le théâtre a perdu sa mission originelle qui est l'élévation de l'homme au-dessus de sa condition de citoyen, sa purification de tout quotidien, et non son instruction, et non sa culture.

La culture est devenue l'alibi de notre sens créateur atrophié. Nous voulons enseigner, nous voulons démontrer, oubliant que le lieu théâtral est avant tout lieu de représentation, de récréation (2), de sublimation, de dépassement du réel. Celui où l'homme peut se mesurer avec l'invisible, où il se doit de ressentir plutôt que de comprendre ; où il doit tâtonner, chercher, puisque ce lieu est de recherche et non de certitude.

Or, aujourd'hui, nous avons l'impression que beaucoup parmi les jeunes animateurs de théâtre veulent avant tout nous convaincre de la vérité de leurs dogmes. Ainsi l'orgueil de la certitude remplace l'humilité de la recherche, de la quête. Ainsi l'intellectuel remplace le poète. Le premier qui a pourtant tant à faire en d'autres lieux usurpe la place du second, et ce dernier s'est laissé chasser du théâtre qui lui appartenait de droit. Il faudra bien qu'il y revienne un jour prochain, par effraction si cela est nécessaire.

Malgré les apparences, le seul réaliste au théâtre, c'est le poète. C'est lui qui crée devant nous la seule réalité théâtrale. Il détient la vérité qui est celle du verbe. Mais plutôt que de forcer les portes de lieux qui lui sont interdits, c'est certainement hors des théâtres-bâtiments qu'il retrouvera la plénitude de son expression. Ces bâtiments qui ne sont que des musées quant aux anciens et des prisons quant aux nouveaux. Il faut aux comédiens, aux régisseurs (3), aux spectateurs (4) de nouveaux espaces, et ce n'est pas en cultivant pieusement le respect d'un passé figé dans des traditions mortes ou en bâtissant un art fait d'artifices et de démonstrations qu'ils retrouveront les voies mystérieuses du théâtre.

Au risque de scandaliser, j'affirme que nous devons avant tout nous débarrasser au maximum de ce qui peut entraver notre recherche : lieux trop complexes par leurs aménagements techniques, décors trop riches, accessoires trop nombreux, éclairages trop savants. Et au risque encore de choquer ceux qui pleurent après les subventions, je dirai que la pauvreté est une de nos meilleures conseillères. Elle nous oblige à retrouver une humilité vis-à-vis de l'œuvre, à redécouvrir tout simplement la vérité de celle-ci, et ainsi à la servir d'autant mieux que nous sommes plus nus. Nous n'avons plus tendance à masquer nos faiblesses techniques, notre vide spirituel avec les fausses richesses de mises en scène à effets.

Les grandes œuvres de demain seront servies par ceux qui accepteront de se plier à cette

discipline : pauvreté librement consentie, recherche de la vérité théâtrale par le travail sur l'homme et non sur l'objet. Alors l'œuvre théâtrale sera le résultat de cet acte collectif auquel tous doivent participer. Mais à leur seule place, sous la direction du régisseur qui est responsable de cet ordre harmonieux sans lequel il n'y a pas d'aboutissement possible aux efforts et aux talents, si valeureux et si riches que soient ceux-ci. Nous sommes bien loin de la culture, n'est-ce pas ? Bien évidemment, puisque nous voici rendus au cœur même de l'acte théâtral.

Vilar disait encore, lui le serviteur, l'ouvrier du théâtre : « Un poète et tout sera sauvé. Et pour longtemps ». C'est toujours vrai. Nous devons nous tenir à cette exigence, l'appeler de toute la force de nos désirs, ce poète. Et il viendra : les poètes répondent toujours à l'appel des hommes.

Pierre LIMOUSI.

(1) Il nous faudra revenir sur cet adjectif afin de vérifier s'il recouvre une réalité au-delà de son emploi par trop systématique.

(2) J'oublie volontairement l'appellation « de divertissement » car cela me semble alors être autre chose que le théâtre.

(3) Tout comme Vilar, je préfère ce terme à celui de metteur en scène. Je me propose également de revenir sur le rôle actuel de ce dernier, à mon avis trop important.

(4) Spectateur ne me paraît pas être le terme idéal. Il implique une passivité qui ne me satisfait guère, encore que je ne croie pas à une participation effective (gestuelle ou vocale) de la part de celui-ci, mais à une communion du cœur et de l'esprit, ce qui va déjà au-delà de l'idée de spectacle.

commission paritaire la presse enchaînée

Equilibre financier fragile, pressions policières et administratives : on connaît depuis longtemps les menaces de toutes sortes qui pèsent sur l'avenir de la presse d'opinion. La grande famille Gourdin, sous l'aile de son maître à matraquer Raymond Marcellin, connaît bien son métier. Tantôt sa police moleste et passe à tabac un journaliste qui portait secours à un manifestant blessé, et « l'incident » deviendra « l'affaire Alain Jaubert ». Tantôt elle intervient brutalement pour saisir les films qu'ont rapportés les photographes d'un quotidien régional à la suite d'une manifestation contre les

« boues rouges » en Corse, et cette nouvelle atteinte au droit de presse deviendra « l'affaire de "Nice-Matin" ». Plus récemment, le quotidien Libération a bien manqué disparaître, si fort heureusement, l'afflux des souscriptions n'était venu remettre à flot l'état financier du journal.

Cette fois, la menace vient d'ailleurs. Ainsi la revue Itinéraires nous rend compte dans son numéro de janvier du refus obstiné de la Commission paritaire de délivrer un « numéro d'inscription » au périodique « Itinéraires - Supplément - Voltigeur », supplément de quatre ou huit pages à la revue-mère. Aucun organe de presse n'est en mesure de se maintenir s'il ne bénéficie pas des avantages fiscaux et postaux auxquels un certificat d'inscription lui donne droit. Le refus de la Commission paritaire équivaut donc purement et simplement à une interdiction de paraître. Arguant de l'aspect « brochure » que présente le Supplément-Voltigeur, ou mieux encore prétendant y voir « une seule étude traitée en un seul sujet » la Commission paritaire refuse de lui reconnaître la qualité d'écrit périodique.

Pareille attitude fait valoir le caractère arbitraire de son refus, puisque aucune des incriminations faites au périodique « n'est vraie en fait, et ne s'appuie en droit sur aucune disposition en vigueur » (1). La Commission paritaire presse-gouvernement, composée des représentants de six ministères, d'un membre

du Conseil d'Etat et de sept représentants des entreprises de presse, « est chargée » d'après le décret du 2 août 1960 (2) « de donner un avis sur l'application aux journaux et écrits périodiques et aux agences de presse des textes législatifs ou réglementaires prévoyant des allègements en faveur de la presse en matière de taxes fiscales, de tarifs postaux et de droits de douane. » Force est de constater que la Commission outrepassa ses droits et ne répond plus à sa fonction définie précédemment, le maintien de son refus ne signifiant pas autre chose que la déviation d'une « procédure de contrôle administratif en exercice d'un pouvoir discrétionnaire » (1).

Il appartient dès maintenant aux gens de presse de dénoncer un cas de blocage et d'étranglement administratif qui frappe aujourd'hui les éditeurs d'Itinéraires, mais qui demain pourrait bien frapper d'autres publications. Ne nous attardons pas à juger de l'intérêt ou du bien-fondé que présente telle ou telle publication, le cas d'Itinéraires est avant tout un exemple. Dans cette affaire, c'est encore une fois la liberté d'expression qui est atteinte. Liberté fondamentale dans une société qui ne sait plus se dire, tout occupée qu'elle est à « faire dire ». Devons-nous réaffirmer ici que nous ne sommes pas prêts de nous taire ?

(1) Numéro spécial consacré à l'affaire. Janvier 1974,

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

Edité par la S.N.P.F.
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement six mois : 30 F
Abonnement un an : 55 F
Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31
Directeur de la publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress
72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

dissolution - épouvantail ?

On ne peut décidément pas dire que la réforme régionale s'engage dans un bon climat. Après le discours crispé du chef de l'Etat à Poitiers, le flottement et les réticences du Pouvoir face aux nouvelles institutions régionales viennent de se traduire par la spectaculaire dissolution de quatre mouvements autonomistes. En agissant ainsi, le Pouvoir utilise la vieille méthode de l'amalgame qui consiste à désigner des boucs émissaires accusés de noirs complots contre l'unité nationale.

OPERATION EPOUVANTAIL ET HAUTE DIPLOMATIE

En fait le gouvernement a frappé des mouvements dont le rôle est très différent.

En Bretagne, le courant autonomiste, et à plus forte raison séparatiste, bénéficie de la sympathie d'une partie de l'opinion sans être pour autant en état de créer l'événement. Il est tout d'abord émietté en une multitude de courants rivaux, apparemment destinés à illustrer le vieil adage « Quand deux Bretons se rencontrent, ils parlent du pays, quand ils sont trois, ils fondent un mouvement, quand ils sont six, ils font une scission ». Par ailleurs la Bretagne, gavée de subventions, a tendance actuellement à en demander davantage encore sans voir toujours que ces ballons d'oxygène, si abondants soient-ils, ne remédient pas aux carences dues à l'absence d'un Pouvoir régional. Bref elle s'endort dans le clientélisme sous la houlette de M. Pleven. Dès lors la dissolution des fantomatiques F.L.B. III et IV (1) apparaît comme le type même de l'opération-épouvantail.

Au Pays basque, la situation n'est pas tout à fait identique. « Enbata » certes ne regroupe qu'un milieu assez étroit d'intellectuels. Mais il sert en partie de réseau de soutien et de base logistique à l'E.T.A., qui agit dans la partie espagnole du Pays basque et a fomenté l'attentat où périt l'amiral Carrero Blanco. La mesure de dissolution s'explique donc ici plus par des choix de politique étrangère (maintenir des bonnes relations diplomatiques avec l'Espagne) et par l'irritation du Pouvoir face à l'important mouvement de solidarité en faveur des réfugiés basques espagnols que par la crainte d'une action séparatiste violente.

UNE SITUATION « ALGERIENNE » EN CORSE ?

Reste enfin le cas de la Corse qui est peut-être le plus épineux. Il ne semble pas que les assises du Front Paysan Corse de Libération qui vient d'être dissous soient vraiment très fortes. Ce qui est certain en revanche est que l'exaspération grandit en Corse face à une situation qui est du plus pur type colonial.

Le sous-développement de la Corse n'est pas nouveau. Le XIX^e siècle et la première moitié du XX^e à cet égard ont été catastrophiques ! La Corse a perdu près d'un tiers de sa population depuis 1860 ; les labours n'occupaient en 1948 que 2 % de la superficie de l'île contre 31,5 % en 1913 et l'on estimait la même année qu'il n'y avait que... 10 km de routes nationales en bon état ! Pendant que l'île s'assoupissait, ses fils cherchaient à se caser dans la Fonction publique sur « le continent » et plus encore dans les colonies.

Les années récentes ont marqué au contraire un réveil de la Corse avec l'élaboration d'un « schéma d'aménagement » en 1971 complétant la création de sociétés plus anciennes telles que la Société d'économie mixte de mise en valeur de la Corse (SOMIVAC) et la Société pour l'équipement touristique de la Corse (SETCO). Malheureusement ce réveil s'est surtout traduit

par la mainmise de capitaux étrangers à la région sur l'économie insulaire. C'est ainsi que la majeure partie de l'infrastructure touristique, en développement rapide depuis dix ans, échappe aux capitaux corses, que le vignoble et les agrumes de la plaine d'Aléria appartiennent à des Pieds-Noirs. Dans le même temps, nombre de capitaux corses vont s'investir sur le continent ! Enfin l'île se repeuple avec de la main-d'œuvre arabe et portugaise alors que 55 % des Corses sont des expatriés.

Du coup le courant autonomiste gagne du terrain. A part le Front paysan, ces mouvements prétendent certes agir dans le cadre français mais déjà le Front Régionaliste Corse analyse la situation de l'île selon les clivages marxistes de la lutte de libération populaire. Ce n'est pas en dissolvant un groupuscule que le Pouvoir soignera le mal en profondeur.

Reste le timide espoir provoqué par la réforme régionale. Toute la question est de savoir — et nous y reviendrons — dans quelle mesure elle créera une dynamique comme le souhaitait Chaban-Delmas. Encore ne faut-il pas que le chef de l'Etat continue à freiner des quatre fers. Encore faudrait-il que M. Sanguinetti, Corse d'origine et jacobin de vocation cesse de résoudre la question en se bornant à traiter « d'imbéciles » et « d'inadaptés » ses compatriotes tentés par les sirènes de l'autonomisme.

Arnaud FABRE.

(1) Il y a en effet quatre Front de Libération de la Bretagne dont un légal et trois clandestins ! Les deux mouvements dissous sont le F.L.B.-A.R.B. (Armée Révolutionnaire Bretonne) et le F.L.B.-L.N.S. (pour la Libération Nationale et le Socialisme).

m. jobert en voyage

Arabie Saoudite, Koweït, Syrie, M. Jobert a commencé une tournée dans les pays arabes, qui se poursuivra au cours des prochains mois. Ce qui n'est pas du goût de tout le monde puisqu'une bonne partie de la presse française s'est répandue en commentaires hargneux avant même que soient connus les premiers résultats du voyage du ministre des Affaires étrangères : le camp sioniste s'est ainsi révélé fidèle à lui-même, dans son fanatisme anti-arabe et dans son mépris des intérêts français les plus évidents.

Comment ne pas reconnaître en effet, malgré toute la méfiance que nous inspire M. Jobert, que celui-ci vient de faire œuvre utile en resserrant les liens économiques qui unissent la France au Proche-Orient et en rappelant quelques vérités quant à la situation politique et militaire dans cette partie du monde ?

En déclarant à Damas que « nul n'a le droit de faire semblant de croire que tout est terminé de la façon la plus heureuse », M. Jobert a très bien marqué le caractère limité du désengagement militaire entre Israël et l'Egypte, et clairement dénoncé l'illusion d'un règlement « sur un coin de table entre quelques partenaires privilégiés », qui n'aboutirait pas à une paix juste et durable : autant de pierres dans le jardin d'une double-hégémonie qui entend régler les affaires du monde au mieux de ses intérêts.

Il faut donc souhaiter que la politique de la France au Proche-Orient se développe, et qu'elle se débarrasse des équivoques qui l'affectent. Car il est tout de même surprenant que le ministre des Affaires étrangères et le porte-parole du gouvernement aient tour à tour insisté sur la dimension « européenne » de ce voyage : en se comportant comme le défenseur de la « Communauté européenne », et plus encore comme l'ambassadeur — d'ailleurs non mandaté — des pays européens, M. Jobert semble soucieux de ne pas présenter son pays comme un partenaire privilégié des pays arabes. Attitude absurde à tous égards : d'abord parce que la « Communauté européenne » n'existe pas ; ensuite parce que nombre de pays européens que M. Jobert s'efforce d'introduire au Proche-Orient sont inconditionnellement soumis aux Etats-Unis ; enfin — et c'est l'évidence même — parce que la France n'a besoin de personne pour mener sa politique.

Les déclarations européistes de M. Jobert ne sont peut-être que des clauses de style. Elles peuvent aussi démontrer que cet homme, qui a fait une partie de sa carrière dans les cabinets MRP de la IV^e République, n'a pas abandonné sa rêverie supranationale. L'attitude de la France à Bruxelles, ce lundi, et sa réponse à la convocation de M. Nixon nous renseigneront sans doute sur les intentions réelles de la République pompidolienne.

B.R.

vivre demain

Le visage de la France est en train de se transformer sous l'impulsion des « aménageurs du territoire » et des « entrepreneurs-banquiers » qui décident unilatéralement de notre cadre de vie pour demain.

Mais leurs décisions ont de quoi inquiéter. Voyez plutôt !

Alors que trois Parisiens sur quatre désirent quitter la capitale, le schéma directeur de la Région parisienne prévoit une agglomération de 14 millions d'habitants pour l'an 2000 tandis que la majorité des OREAM répètent l'erreur parisienne en province en privilégiant l'aménagement des métropoles régionales aux dépens de l'arrière-pays...

Ces options prises par les cercles technocratiques parisiens sont d'autant plus stupides que les fortes concentrations urbaines prévues pour l'an 2000 voisineront avec des zones sous-peuplées qui auraient pu rétablir dans notre vie quotidienne ce dont nous

sommes privés : l'air pur, le silence, le végétal, un rythme de vie moins trépidant, des relations humaines moins artificielles... tout un art de vivre broyé sans ménagement par une mécanique insensible à la qualité de la vie.

Il ne s'agit pas de refuser le progrès technique mais de le discipliner. Il est possible d'éviter les immenses ruches bourdonnantes de la société industrielle et de réinventer un style de vie dans des cités et des villages plus à l'échelle de l'homme.

Pour cela, il faut imaginer autre chose que ce qui existe. Le n° 9 de la revue Arsenal (1) propose des solutions dans son thème « Vivre demain » consacré à une étude prospective d'aménagement du territoire et d'urbanisme.

(1) Envoi du n° 9 (janvier) contre 8 F. Adresser votre demande à la N.A.F., 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

pour un front de libération de l

Décidément Barrès est bien mort. Depuis longtemps la ligne bleue des Vosges n'est plus cette obsession lancinante qui préoccupa toute une génération de Français. Mais la déformation de cette attitude, qui ne considère le problème alsacien que du point de vue d'un patriotisme sentimental, est restée vivace. Retrouvée avec enthousiasme en 1918 et 1945, acclamée et célébrée pour sa résistance à l'occupant, l'Alsace restait cependant méconnue. Qu'il existât un particularisme alsacien, tout le monde en convenait ; mais ce particularisme, qui puisait certaines de ses origines dans le monde culturel germanique, demeurait suspect : un Alsacien français se devait de le camoufler et de l'extirper.

Il faut voir dans cette attitude plus que les effets des politiques jacobines et centralisatrices ; car aujourd'hui, même dans les milieux régionalistes de France, l'Alsace occupe une position à part. L'Occitanie, la Corse, la Bretagne, tout le monde connaît ; mais l'Alsace... Ce n'est pas demain pense-t-on (avec raison d'ailleurs) qu'un mouvement régionaliste alsacien sera interdit. Cela ne veut pas dire que le particularisme alsacien soit moins prononcé.

Tout au contraire : l'Alsace est le cas limite du problème provincial français. A l'intérieur de la communauté nationale chacune des provinces ne présente que deux ou trois éléments d'originalité ; l'Alsace seule les totalise tous : langue, histoire, culture, géographie. L'Alsacien parle un dialecte allemand, a changé en un siècle cinq fois de nationalité, participe par ses mœurs à deux mondes culturels différents, le français et le germanique, et voit son enracinement bien délimité dans un univers géographique précis. Cela explique la vigueur étonnante de son particularisme que deux cents ans de jacobinisme n'ont pu détruire. Si les autres régionalismes français sont plus agressifs, c'est qu'ils sont moins solides, donc plus menacés. Voilà la vraie dimension du problème alsacien.

Cependant tout ne va pas pour le mieux dans la meilleure des Alsaces possibles. « Nous ne voulons plus être les etc. du régionalisme » proclame Roger Siffer, jeune chanteur alsacien (que les participants au festival de Pons connaissent bien). L'Alsace découvre que des menaces de plus en plus nombreuses pèsent sur son avenir et, à son tour, menace d'entrer en révolte. Roger Siffer qui sort son troisième 33 tours (« Kandiratang ») apparaît comme un des principaux chantres de cette lutte. Mais quels en sont exactement l'enjeu et les données ?

LE CAS ALSACIEN

Une maison d'édition régionale a pris l'heureuse initiative de réimprimer deux petits livres parus juste après guerre, fondamentaux pour la compréhension du problème alsacien (1). Qui-conque a visité l'Alsace aura été frappé par le caractère de cette région. L'histoire, partout présente dans les monuments, l'habitat, les mœurs, rappelle cette différence qu'accentue le problème linguistique : l'alsacien, dialecte germanique, puise ses sources ailleurs que dans la romanité. Et géographiquement enfin la situation de l'Alsace est à la fois périphérique (par rapport à la France) et centrale (par rapport à l'Europe). Le patriotisme alsacien est le

seul exemple d'une fidélité nationale sans communauté de race, de tempérament, de langue et avec une communauté d'histoire partielle et morcelée. C'est ce que le Professeur Emile Baas appelle le paradoxe alsacien.

Ce paradoxe est vivant à tous les niveaux. Bilingue, l'Alsace l'est différemment de la Suisse ou de la Belgique ; les diverses langues n'y sont pas juxtaposées, mais superposées. L'Alsacien s'exprime en deux langues : le français et son dialecte. L'alsacien, parlé dans tous les milieux populaires, n'est pas un patois mais une forme dialectale de l'allemand. Aussi pour toutes les questions officielles ou techniques l'Alsacien est capable d'utiliser l'allemand (une part importante de la presse régionale est éditée en allemand). L'allemand, en tant que langue, fait donc partie intégrante de la culture régionale et, à ce titre, devrait retrouver la place privilégiée qu'il occupait jusqu'en 1940.

De tous les particularismes régionaux celui de l'Alsace est arrivé au plus haut degré de maturité sociologique : qu'il s'agisse des institutions sociales, de l'urbanisme, de l'hygiène, des mouvements artistiques ou scientifiques, l'Alsace a su concilier tradition et progrès. Toutes les valeurs culturelles autochtones sont toujours bien vivantes, entretenues avec zèle et conviction.

L'Alsacien a le sentiment profond de sa différence ; son patriotisme est donc profondément antijacobin. Frédéric Hoffet souligne que le complexe d'uniformité qui ruine notre particularisme « trouve son expression concrète dans le concept de la République une et indivisible ». L'Alsace se sent française, mais différemment des autres provinces. Et il paraît intéressant d'approfondir quelque peu cette idée. En cent cinquante ans de monarchie l'Alsace a su trouver sa place dans la France ; respectueuse des libertés et des traditions locales (langue, religion, liens économiques et culturels avec les Etats germaniques) la France introduisait simplement l'idée d'un sentiment national. A la fin du XVIII^e siècle l'Alsace se sentait française et entendait le manifester : c'est la raison essentielle de son enthousiasme pour la Révolution. Car ce sont la fête de la Fédération (« triomphe des provinces ») et les guerres napoléoniennes qui marquent pour la première fois la fusion spirituelle de l'Alsace dans la France.

La foi révolutionnaire est donc paradoxalement un satisfecit plus à l'œuvre royale qu'aux principes de 89, incompatibles avec l'esprit alsacien (et il y aurait là des pages entières de F. Hoffet ou d'E. Baas à citer). Même phénomène en 1918 : après cinquante ans de séparation, l'Alsace retrouve la France. Mais les fameux principes de 89 ont entre-temps trouvé leurs applications dans toute une législation funeste, religieuse, scolaire et sociale. Alors l'Alsace ne comprend plus. L'idée d'une France généreuse et tolérante, qui avait motivé son adhésion à la Révolution, ne cadrait plus avec la réalité. S'ouvre alors une période de déception qui s'étendra sur toute l'entre-deux guerres : c'est la naissance de l'autonomisme (2). En 1940, lâchée par la France, l'Alsace craque et à la Libération le ressort est brisé : toute volonté de particularisme est abandonnée. De là le proverbe « wie m'r's mach isch's letz ! » (quoi qu'on fasse, c'est faux).

L'Alsace d'après-guerre, voyant ce que sa

dualité lui a fait endurer, fuit la réalité, fait abstraction de son être. Elle trouvera refuge dans l'activité économique ; cependant son attachement culturel la pousse à finaliser son ouvrage. L'espoir se porte ainsi lentement autour des années 50 vers l'Europe... L'Alsace qui avait jusque là souffert de sa position rhénane voudra désormais y puiser les moyens de son redressement. La double culture, auparavant source de conflits, peut devenir une occasion d'accélérer l'édification d'une Europe enfin unie. Le malheur est que l'Alsace se soit engagée dans ce nouveau pari alors qu'elle éprouvée par une histoire récente trop dure elle rompt avec les principes qui avaient fait sa prospérité et son rayonnement au Moyen Age et au XVIII^e siècle. Eblouie par l'espoir européen, pressée par de graves problèmes économiques (reconversion des activités traditionnelles) l'Alsace se jette dans la course à la croissance.

Malheureusement cette mutation s'est faite dans les plus mauvaises conditions : de nombreux jeunes qui avaient reçu une forte formation professionnelle n'ont pas trouvé d'emplois en conséquence car l'Alsace continuait à exporter ses matières premières brutes au lieu de les transformer sur place. Dès lors ces jeunes ont été contraints de chercher du travail ailleurs, c'est-à-dire en Allemagne. Ce mouvement a été aggravé par le fait que l'industrialisation la plus récente concerne essentiellement les activités subalternes d'assemblage et de maintenance à l'exclusion des activités de gestion et de direction. L'usine Peugeot de Mulhouse avec sa poignée de cadres et ses 13.000 ouvriers peu payés constitue un parfait symbole du drame alsacien. C'est ainsi que l'Alsace compte 30.000 travailleurs frontaliers.

En outre l'industrialisation s'est traduite par le massacre des sites naturels, l'urbanisme sauvage dans les grandes villes, l'O.P.A. étrangère sur toutes les richesses régionales — O.P.A. qui n'est pas seulement allemande (3) — un tourisme industriel déséquilibrant les Vosges.

POUR UN « PROJET ALSACIEN »

Si la génération de l'entre-deux guerres est restée traumatisée, la nouvelle génération ne comprenait pas cette fuite devant les richesses régionales. Et c'est à une véritable résurrection qu'on assiste depuis quelques années ; mais cet engouement pour la culture régionale se double d'une sorte de crispation défensive. La jeunesse alsacienne se rend compte que l'enracinement retrouvé est menacé de mort par l'idéologie industrialisatrice ambiante. D'un simple point de vue démographique par exemple on estime qu'en l'an 2000 l'Alsace comptera deux millions d'habitants, dont un quart seulement de souche régionale. Une illustration : Peugeot à Mulhouse qui s'agrandit prévoit de créer dans un proche avenir 5.000 emplois d'O.S. ; or on sait qu'aucun Alsacien n'en voudra. Le drame de l'Alsace est là. Le combat se situe donc à deux niveaux : adéquation de l'industrialisation aux besoins réels de la région et défense du patrimoine culturel. Toutes les campagnes lancées par les nombreuses associations de défense, créées ces dernières années, vont dans cette double direction. Cependant leur travail, admirable à tous égards, risque d'être inopérant si trois données ne sont pas reconnues.

● Premièrement, l'Europe est un danger pour une Alsace soumise à la centralisation. Dans

le cadre de la C.E.E. l'Alsace part perdante : elle n'a pas les moyens d'imposer son point de vue, dont d'ailleurs personne ne veut. L'attitude récente des Allemands en matière de politique régionale européenne devrait ouvrir définitivement les yeux. La libre circulation des biens et des personnes ne nous a rien apporté, au contraire, l'Alsace est pillée. En effet ne disposant pas de pouvoir régional, elle est en position criante d'infériorité face, par exemple, au dynamique pays de Bade. Ce qui n'exclut pas à long terme que l'on puisse envisager une confrontation entre régions rhénanes française et allemande. Mais il faut d'abord résorber le handicap institutionnel alsacien. Alors, mais alors seulement, on pourra concevoir une Alsace, servant de pont entre le monde rhénan et la France. Si la France entend assumer ce qu'E. Baas appelle le « **risque du Rhin** » cela suppose de permettre à une expérience régionaliste de pointe de se développer, redonnant à l'Alsace son rayonnement culturel et économique un peu oublié. Telles peuvent être les bases d'un « projet alsacien ».

● **Deuxièmement, le combat régionaliste suppose que soient valorisés les atouts spécifiques à l'Alsace :** celle-ci dispose d'une bonne armature urbaine avec un excellent réseau de petites et moyennes villes actives venant relayer la capitale Strasbourg et la « sous-capitale » Mulhouse. Il est dès lors indispensable de répartir l'urbanisation sur l'ensemble de cette armature. Un urbanisme polycentrique serait même le meilleur moyen de favoriser l'implantation de cadres séduits par le milieu de vie. Il faut par ailleurs développer à Strasbourg les activités du tertiaire supérieur. De la sorte on arriverait à créer un véritable centre métropolitain en Alsace sans pour autant transformer la ville en gigantesque mégalozone engorgée par des activités moins « nobles ».

● **Troisièmement, il faut créer un véritable mouvement régionaliste.** Les défenseurs de l'Alsace sont répandus dans une multitude de mouvements à vocation trop particulière (écologie, folklore, etc.). Une prise de conscience régionaliste intégrale devra passer par la création d'un front puissant, multiforme, fédérant les divers groupes. Or il se trouve que cette volonté prend forme au moment précis où les instances régionales se mettent en place ; déjà un nouveau danger se profile à l'horizon : la récupération, puis l'annihilation, des aspirations régionalistes par le pays légal (cf. les récentes prises de position du Conseil régional d'Alsace pour la définition d'une « philosophie d'action régionale »). Ce danger est plus grave qu'en Bretagne ou ailleurs, où les clivages sont déjà nets, empêchant toute tentative de récupération.

Refuser les idéologies (européenne ou provincialiste), bâtir un mouvement de coordination et contrer la mise au pas par le système : la tâche est difficile. Deux voies sont possibles : poser des bombes ou créer les conditions objectives d'une renaissance. 1974 sera pour l'Alsace l'année décisive ; la N.A.F. pour sa part entend être présente et participer à ce débat capital.

Bernard ROEMER.

(1) Emile Baas : *Situation de l'Alsace* et Frédéric Hofet : *Psychanalyse de l'Alsace*, chez Alsatia Poche, Colmar.

(2) Voir sur ce sujet la thèse de F.-G. Dreyfus, Directeur de l'I.E.P. de Strasbourg, sur l'Action française en Alsace de 1919 à 1939, présentée au Colloque Maurras d'Aix en 1972.

(3) Il y a deux mois l'International Herald Tribune a consacré sa première page à l'invasion allemande dans un article « Deutschland über Alsace ».

Hostilité, grogne et mises en garde de Pompidou. Dissolution de mouvements autonomistes. Apostrophe jacobine et vengeresse de Sanguinetti : la question régionale fait sa rentrée en fanfare sur la scène politique.

Ce sujet, oh combien explosif !, que le pouvoir n'abordait plus qu'avec des pincettes depuis certain jour de 1969 qui vit l'échec d'un référendum et le départ du général de Gaulle, agite et divise la classe politique. Bien sûr, tous les « ténors » ont senti le doux fumeur d'un tremplin possible pour les élections présidentielles et pris les meilleures places dans les conseils régionaux. Les instances régionales vont devenir une tribune politique importante.

Ce qui est fondamental : la nécessité, ressentie par beaucoup, de pouvoirs régionaux. Car notre société technicienne qui a accompli un bond scientifique prodigieux n'a jamais autant magnifié l'homme « in abstracto » et jamais autant méprisé dans la réalité. Dépassé et fasciné par ce qui l'entoure, subissant des forces qu'il ne contrôle plus, l'homme moderne est ballotté, déchiré, broyé par une immense machine bureaucratique et totalitaire. Le citoyen, l'homme d'une cité n'existe plus. La cité, éclatée, a perdu son âme pour faire place à des rouages indifférenciés, des bureaux, des papiers... Le citoyen a perdu tous ses pouvoirs. Il subit. Seul. Anonymé parmi d'autres anonymes, sa vie est réglée pour une bonne part par un Etat omniprésent et tentaculaire qui laisse le « marchand » imposer ses normes à la société. Sans passé mais aussi sans avenir, vivant au jour le jour, l'homme moderne se replie sur lui-même, se réfugie dans un égoïsme sacré qui permet à la plupart de supporter leur condition quotidienne.

Alors on comprend la réaction de quelques-uns, de ces « inadaptés » comme les appelle Sanguinetti. Même si nous n'approuvons pas leurs méthodes — il faudrait qu'ils démontrent qu'elles sont les meilleures — nous voyons d'un œil favorable cette volonté de n'être plus homme de nulle part et ce souci de se réenraciner dans un terroir, cette renaissance des langues et des cultures régionales, en un mot la recherche de ses racines.

Mais, signe des temps, dans ce débat déjà amorcé et qui rejaillit avec force, les mots ne veulent souvent plus rien dire. Etat, nation, région, peuple, tout est mélangé indistinctement pour accepter ou rejeter a priori la situation présente.

Les autonomistes, pour dénoncer l'exploitation qu'ils subissent, attaquent avec vigueur l'Etat-nation. Que l'Etat soit devenu un monstre gigantesque et froid qui aligne des milliers de décrets et de lois pour régenter la vie en société jusque dans les moindres détails, élimi-

nant toute autonomie de décision des groupes et des communautés, c'est plus que certain. Que l'Etat ait nié et voulu faire disparaître toute particularité régionale, toute entité aux caractères propres, qu'il ait pourchassé il n'y a pas si longtemps ceux qui voulaient apprendre leur langue régionale, montre bien le penchant totalitaire de ce type de régime qui anéantit le particulier au nom du Tout.

Mais il y a erreur de cible lorsque les autonomistes assimilent l'Etat et la nation, et jettent les deux par-dessus bord dans un même élan. C'est mêler deux choses distinctes : l'Etat a un rôle de serviteur — non de maître — de la société, de la nation qui, elle, est un ensemble d'êtres humains vivant sur un même territoire et possédant une communauté d'origine, d'histoire, de mœurs et de langue. Et ce n'est absolument pas nier les particularismes que de faire cette distinction. Etre Français c'est être aussi Corse, Breton, Basque. Et c'est l'Etat hypercentralisateur qui, par sa politique a déraciné les Bretons, les Corses... les faisant se regrouper là où ils pouvaient trouver du travail, dans ces immenses mégalozones, véritables cancers de la société « industrielle urbaine ».

La France est une communauté forgée à travers l'histoire par une volonté politique. Mais elle ne s'est pas formée sous le signe de l'abolition des différences, bien au contraire. Notre pays est composé d'un certain nombre de peuples qui s'y sont installés, ont fait souche. Et la société d'Ancien régime était une société diversifiée, vivante, particulariste. S'il est certain que le rattachement de quelques provinces ne s'est pas fait sans heurts ni violences, il n'existait absolument pas ce souci d'uniformité qui préside à la politique de l'Etat moderne. De même que la nation s'accommodait parfaitement de la pluralité des statuts individuels dans l'organisation sociale, de même le loyalisme national ne prenait pas ombrage du particularisme provincial. Chaque province avait son statut propre et souvent ses Etats particuliers : elle avait pu maintenir sa culture, ses traditions, sa langue.

Beaucoup d'eau a passé sous les ponts et on ne peut rayer d'un trait de plume les siècles écoulés depuis, nous répondra-t-on. Nous en sommes parfaitement conscients. C'est bien le sens du débat que nous venons à nouveau d'engager dans la N.A.F.-hebdo. « **La France est le plus gigantesque des projets** » disait Pierre Boutang. Si nous sommes capables de féconder les leçons de l'histoire, si nous sommes en mesure de saisir toutes les virtualités du présent, nous pourrions alors être les architectes de l'avenir.

François WAGNER.

éléments de réponse à philippe ariès

Les réflexions de Philippe Ariès mettent, décidément, tout en cause. Et d'abord nous-mêmes, notre projet, notre méthode. Puis notre passé et notre filiation ; nos générations et leur vision de la société et de la civilisation. Où donc commencer ? Le champ est vaste, inépuisable. A dire vrai, avant le « projet royaliste », nous nous connaissions peu Philippe Ariès et nous. Maintenant que la rencontre est faite, il verra de mieux en mieux qui nous sommes et tout ce que nous attendons de lui. Pour commencer, essayons donc de nous révéler à lui, pour qu'il apprécie à quel point ses propos nous touchent.

ORTHODOXE, HÉTÉRODOXE ?

Sera-t-il surpris ? Nous fûmes suspects d'hétérodoxie maurrassienne au sens où il souhaite que nous devenions hétérodoxes. **Humanisme, sociologisme, supergauchisme**, tels furent les fautes majeures qui me furent personnellement reprochées par un diadoque d'A.F. qui m'invitait à l'autocritique, quelques mois avant que la N.A.F. naquit. Humanisme, l'homme avec un grand H : quelle horreur ! Sociologisme, nous nous voulions ethnologues de la société industrielle : on ne voit vraiment pas l'intérêt. Supergauchisme ! nous suivions avec passion les débats contestataires. Horreur encore. Nous ne voyions pas qu'il n'y avait là que gibier à répression...

Nous avions attrapé le virus de mai 68 et la N.A.F. était née chevelue et gauchiste à souhait.

Effectivement nous avions la faiblesse de nous intéresser à notre temps. La contestation dénonçait le non-sens de la société industrielle. Nous posions la question des qualités, interrogeant nos maîtres sur l'essence de la civilisation et le destin humain. Nous n'avions qu'à ouvrir les livres, les plus connus. Avec stupeur nous prenions conscience que les diadoques les ignoraient. Sur la société industrielle, Pierre Debray nous avait entraînés dans de passionnantes analyses toujours dans la lumière de l'**Avenir de l'Intelligence**. On nous faisait comprendre que cela ne comptait pas. Pensez, c'était de la sociologie, alors qu'il nous fallait faire de la politique.

Comme si nous l'avions oublié ! Et c'est là que Philippe Ariès me permettra de manifester un désaccord important.

ETAT ET SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Il est vrai que la situation a changé par rapport à celle où apparut la toute jeune Action française. Mais cette société industrielle dévouée de la nature et des mœurs, rongée par les liens héréditaires, détruisant jusqu'au sens de l'existence pour tout soumettre à sa propre logique d'arrondissement de la matière et de manipulation des objets, cette société-là Maurras ne l'avait-il pas prophétisée ? Seul contre tous, dépassant Marx sur son propre terrain de cent mille coudées ? Nous avons donc à reprendre l'analyse et à réfléchir aux solutions.

La question de l'Etat ne pouvait se détacher du reste, de ce contexte de société. Bien sûr, il y avait le gaullisme, et la théorie du général sur la légitimité, prémonarchique par bien des côtés. Mais le général allait être remplacé par un gestionnaire, réalisant le rêve saint-simonien d'une société gérée rationnellement en vue de la production industrielle. Certes ce gestionnaire peut garder un certain héritage gaullien. Mais cela est fragile et aléatoire, soumis aux aléas d'un déplacement de deux pour cent de suffrages à l'élection prochaine. Rien, absolument rien dans nos institutions ne nous garantit qu'un projet capétien pourra se développer victorieusement dans les prochaines décennies. Nos gestionnaires, prudents calculateurs, hésitent tous les jours à se lancer dans l'aven-

Notre dernier numéro contenait un entretien avec l'historien Philippe Ariès qui, après avoir lu *Le Projet royaliste*, nous exprimait ses réactions aux critiques et propositions de Bertrand Renouvin.

Royaliste, Philippe Ariès nous engageait à développer une véritable « ethnologie de la société » française comme moyen susceptible de rallier de nombreux Français à notre combat.

Le débat se poursuit aujourd'hui avec les réponses de deux de nos collaborateurs. Il est entendu que chaque lecteur peut nous faire part de ses propres interrogations, idées et critiques.

ture de l'indépendance. Le gouvernement technocratique européen continue de les tenter.

La question de l'Etat reste intacte, malgré la parenthèse gaullienne. Et cela d'autant plus que la V^e république, en congé de légitimité, à supposer qu'elle fonctionne correctement ne peut le faire qu'au prix du pouvoir des managers. Or entre le manager et le roi il y a une différence capitale. Le premier est un technicien, souvent compétent et dont la compétence est utile à l'Etat. Le roi n'est pas un technicien pur ; il est d'un autre espace, l'espace de la grande politique, celui de l'arbitrage, donc de la justice. L'objet de son art n'est pas, par exemple, la comptabilité publique, mais la communauté humaine tout entière. Et ici, comme Pierre Boutang l'a magistralement montré, la notion d'art ou de technique se trouve complètement bouleversée. L'espace de la politique est celui du **souci de la communauté humaine**. Cela est au dessus de toutes les techniques des managers.

L'autre aspect du problème politique, Philippe Ariès l'expose parfaitement, c'est l'aspect familial de la monarchie. Mais pourquoi le dissocier de l'aspect gouvernement ? La dissociation est plus difficile lorsque l'on s'éloigne de la conception technocratique du pouvoir. Les gestionnaires pourront s'user et changer, l'Etat continuera. D'autre part, il nous étonnerait beaucoup qu'une institution souple comme la vie ne trouve pas les moyens de s'adapter à l'issue des temps : les jeunes princes ne pourront-ils pas se trouver associés tôt aux affaires du royaume, en apportant avec eux l'apport et la vision des nouvelles générations ?

RESTE LA SOCIÉTÉ...

Et la société, son lien avec le passé, les particularismes locaux ? Je ne ferai aujourd'hui qu'une remarque. Pour que la continuité ne soit point arbitraire, que la culture ne soit pas artificielle, il faut l'enracinement. Il y a donc une révolution politique à faire. C'est à partir de l'enracinement dans un terroir, grâce à la durée, que se développent des mœurs, une identité locale, un parler, un folklore. Pour retrouver, recréer, faire revivre il faut donc décentraliser. Cela dit, il faudra réfléchir au contenu en référence au passé. Philippe Ariès nous y aidera.

Gérard LECLERC.

A Philippe Ariès, comme à N.-J. Bergeroux (*Monde* 12-12-73), j'avouerai que la querelle « orthodoxie-hétérodoxie maurrassienne » m'importe peu au sujet du livre de Bertrand Renouvin : je ne veux savoir que le vrai, le bon et l'utile à la France.

Pour l'heure, des vues justes sur l'état de l'Action française en 1939 ne peuvent en aucun cas laisser ignorer Maurras et l'Action française en leurs débuts, si tant est que l'on puisse davantage profiter des idées en leur « gracieux état naissant » plutôt qu'en leur essoufflement de fleurs fatiguées.

LA SCIENCE POLITIQUE

Or le contexte historiographique de la naissance de l'Action française consistait en un positivisme mal digéré, où chacun s'envoyait à la tête du Michelet, du Taine, du Duruy, du Seignobos ou du Lavis. C'est la jeune génération, celle des Dimier, qui batailla pour imposer, dès 1905, le statut d'objectivité à l'histoire : Fustel fut l'emblème de la science contre l'apologétique.

Loin donc de reprocher à l'Action française l'absence de souci du « tuf » historique, que la société des historiens tout entière méconnaissait, il s'agit de reconnaître l'excellence des revendications posées par cette école de pensée qui se targuait de science politique.

Or, au nom de quoi cette science agissait-elle, sinon de la raison et de l'expérience ? La raison réfléchissait sur les données plus ou moins vivantes ou passées de la société. On ne peut comprendre Maurras sans saisir son arrière-fond décentralisateur et fédéraliste, non plus qu'on ne comprendra le peu de cas fait d'une **ethnologie de la société** si l'on ignore l'héritage de Frédéric Le Play, de la **Réforme Sociale** composée de monographies « vécues », le **Félibrige**, l'**Idée de décentralisation** et l'**Etang de Berre**.

Il est certain qu'aujourd'hui, l'appel au critère de la **Science** politique pose de singuliers problèmes : la mutation du concept d'Histoire depuis Hegel, de celui de science politique depuis Marx, la mutation des réalités sociales depuis 1950 etc., font aux maurrassiens l'impérieuse nécessité de redéfinir bien des notions employées avec justesse voici cinquante ans, mais

le projet royaliste

Les premiers résultats de notre sondage montrent que 32 % de nos lecteurs n'ont pas encore lu « *Le Projet royaliste* ». C'est une lacune qu'il faut rapidement combler.

M. Yves Lemaigren, vice-président du comité directeur de la N.A.F., écrit dans la préface : « Voici un livre fort attendu. Car, depuis sa naissance, la **Nouvelle Action Française** intrigue les observateurs. On sait qu'elle refuse tout « romantisme » politique, le romantisme dit « de droite », qui, nostalgique d'un passé imaginaire, rêve d'un âge patriarcal et bucolique,

comme le romantisme dit « de gauche », qui projette vers un avenir tout aussi imaginaire son rêve d'un âge d'or égalitaire, pacifique et sans contrainte. Alors, comment la situer ? Que veut-elle ? Quel est son projet ? Quelles sont ses méthodes ? C'est à ces questions que Bertrand Renouvin répond ici. »

Tous nos lecteurs se doivent d'avoir lu ce livre. Commandes à I.P.N. Diffusion B.P. 558 - 75026 Paris Cedex 01 - C.C.P. La Source 33-537-41 - Franco 18 F.

dont la présentation est de plus en plus inadéquate à la réalité de notre temps. Citons l'ordre, la démocratie, la tradition, l'Etat, la famille, les corps de la nation... Voilà peut-être un point faible du livre de Bertrand Renouvin qui est de ne pas critiquer suffisamment son discours.

Aujourd'hui donc, il s'avère nécessaire d'étudier les sources de la vie des sociétés, bien moins pour faire une juste analyse des réalités que pour retrouver le sens caché de ces mêmes réalités avec le souci de créer l'avenir dans la fidélité.

L'ETAT

Expliquer la société industrielle et ses apports est judicieux, pourvu qu'on montre bien ses tares. Et Philippe Ariès ne semble pas mesurer l'ampleur de cette assertion : elle signifie qu'on peut dénoncer les défauts de la société industrielle, mais non rendre bonne une société fondée sur des principes faux. Comme il n'est pas de société idéale, l'aventure que nous proposons se bornera à construire empiriquement une société dans laquelle s'additionneront les avantages de divers types de sociétés (industrielle, conviviale... par exemple) ; et nous disons que cette monarchie pour l'ère post-industrielle ne peut être que capétienne.

C'est là que se pose le problème de l'Etat, et c'est bien méconnaître Maurras que de voir dans l'Etat actuel, omnipotent et technocratique, la réalisation de ses vues.

L'idée même de monarchie chez Maurras est liée à la définition de l'Etat, à la fois souverain (régulant les affaires publiques d'intérêt général) et arbitre de toutes les républiques-syndicats. Rien n'est moins dans la pensée de Maurras que l'Etat Providence pourvoyant par bureaux et fonctionnaires interposés à tous les besoins qu'il a lui-même plus ou moins créés au cœur des citoyens robotisés. Rien de moins léniniste, de moins jacobin, rien de plus proche d'un fédéralisme proudhonien ; cet Etat-minimum « syndicaliste et communautaire », fécondé par l'idée dynastique, résout la contradiction engendrée dans le discours de Philippe Ariès : le roi n'étant pas « seul », mais « famille » (c'est-à-dire, durée, continuité et jeunesse renouvelée), n'ayant pas à s'occuper d'autre chose que du minimum de la souveraineté-arbitrage, ne sera plus susceptible de l'usure qu'engendre actuellement l'exercice du pouvoir.

Reste le problème de la réalité potentielle d'un Etat indépendant dans notre civilisation internationale intégratrice : le consensus du peuple serait-il un remède suffisant en cas de blocus entrepris par le capitalisme international ? Henri VI aurait-il eu plus de chances que Pompidou avec les pays producteurs de pétrole ? à moins que sa diplomatie lui épargnât ce genre de dilemmes !

Nous ne pouvons donc nullement songer à une « amélioration » du système politico-économique actuel par une quelconque et folklori-

que « médiation » plus qu'un moyenâgeuse de notre société avec un « passé le plus fécond » (qu'il resterait à définir) ; il nous faut un Roi en ses conseils pour un peuple en ses républiques.

Philippe Ariès doit donner à son royalisme d'autres raisons que la médiation-mémoire d'un peuple avec ses racines : si nous ne voulons pas d'un Napoléon (qui serait médiation de traditions plus récentes que le serait la Maison de France), c'est précisément que l'excellence de la Monarchie ne se réduit pas à remédier à la crise d'identité de la nation.

S'il faut faire l'ethnologie de notre société, nul ne peut la cantonner au XVIII^e siècle et, pour la réaliser, le sociologue est aussi utile que l'historien. Maurras rejoignait Barrès sur ce point : les traditions doivent être inventoriées des plus anciennes aux plus récentes, avant d'être triées, mais tout en sachant que leur influence est proportionnelle à la force qui les a imposées.

Ainsi s'esquissent quelques pistes de recherches à la fois sur l'histoire des populations françaises, des traditions et des mentalités, sur les attributions de l'Etat-minimum post-industriel, sur la réalité d'un Etat national indépendant et « opératoire », sur le champ des connaissances historiques, sur la validité d'un discours de « science » politique et sur les nombreux sujets qui préoccupent nos lecteurs.

Philippe VIMEUX.

nouveaux points de vente

TOULOUSE

- Librairie « Les Arcades », place du Capitole.
- Librairie, 1, rue Cantegril.
- Librairie, rue Saint-Antoine-du-T.
- Librairie, 47 bis, boulevard Strasbourg.

STRASBOURG

Drugstore, 27, rue du Vieux-Marché-aux-Vins.

DIJON

Librairie Damidot, 6, rue Stéphen-Liégeard.

MORLAIX

Maison de la Presse.

GUIPAVAS

Librairie route de Brest.

CONCARNEAU

Tabac librairie, 21, rue de Courcy.

NEUILLY-SUR-SEINE

Librairie Sainte-Croix, 32, avenue du Roule.

STAND SAUVAGE AU QUARTIER LATIN

Pendant plusieurs heures, samedi dernier, des militants parisiens ont tenu un stand « sauvage » au métro Odéon. Autour d'une table où était exposé « Le Projet royaliste », nos militants proposaient la N.A.F. et engageaient la discussion avec les passants. Initiative intéressante et fructueuse ; exemple facile à imiter pour toutes les unités de la N.A.F.

VENTE A LA CRIEE

C'est une tâche parfois ingrate et lasante mais absolument nécessaire à la vie d'un journal tel que le nôtre. Hors des circuits commerciaux normaux, dans l'impossibilité matérielle de lancer des campagnes publicitaires commerciales, la vente du journal dans la rue est à l'heure actuelle un des meilleurs moyens de faire connaître notre presse. Que tous ceux de nos lecteurs qui en ont la possibilité prennent contact pour y participer. Que tous les militants qui y contribuent déjà en soient remerciés.

Pour Paris la mise en place d'un responsable central a amélioré nettement les résultats. Nos félicitations vont tout particulièrement aux lycéens et à leur responsable qui assurent plusieurs ventes par

semaine, aux vendeurs du marché de Lévis et à ceux du 15^e arrondissement.

Ce trimestre doit voir encore une amélioration des résultats si les nouveaux naffistes n'hésitent pas à rejoindre les équipes et si les anciens militants y apportent un soutien actif.

Yvan AUMONT.

réunions

ROUEN

Le mercredi 13 février à 19 h 30, dîner-débat sur le thème « Le Projet royaliste et les arts », avec Bertrand Renouvin et le groupe « Renaissance ». Au restaurant « Dufour », rue Saint-Nicolas. Renseignements et inscription en écrivant au Cercle Jacques Bainville, 39, rue de Fontenelle, 76000 Rouen.

NICE

Dîner-débat le mardi 19 février à 20 h 30 avec Bertrand Renouvin qui présentera son livre « Le Projet royaliste » au restaurant « Le Grillardin » (près de la gare), avenue Thiers.

GRENOBLE

Cellule n° 1 - Cercle le vendredi à 20 h 30.

Cellule n° 2 - Cercle sur les idéologies le mercredi à 18 heures. Permanence tous les vendredis de 18 h 30 à 19 h 30.

les mercredis de la naf

Le mercredi 6 février nous recevrons notre « invité du trimestre ». Conférence de M. Philippe de Saint-Robert « L'impasse internationale ». Comme à tous les mercredis

de la N.A.F. cette conférence sera suivie d'un débat.

La réunion commencera à 21 heures précises, 12, rue du Renard (salle du 2^e étage) métro Hôtel-de-Ville.

chemins et distances

dostoïevsky et la contre révolution

Le dernier cahier de l'Herne sur Dostoïevsky (1) ne comble certes pas nos espérances, mais il y répond ; le grand Russe a beaucoup souffert de la France depuis ce Voguë qui relusait en Melchior jusqu'aux constipations d'André Gide ; Bernanos qui l'avait un peu lu et généralement compris, en fit son miel amer et fort ; mais qui d'autre a-t-il influencé chez nous, en profondeur ? Chacun croit savoir qu'il écrivait mal — « comme Balzac », c'est bien connu — ; pour le reste, entre la conspiration du communisme contre son prophète, et le poncif du « misérabilisme », il n'avait chance de se faire entendre que parmi nous : nous, j'entends le noyau et la nébuleuse de l'Action française ; c'est cela qui eût été selon la nature des choses et de l'esprit ; c'est aussi ce que les tâches proches que s'assignait Maurras, les limitations qu'il s'imposait, le milieu social et littéraire, où surgissait son action, rendaient, de manière contingente et fatale, tout à fait impossible, Nous allions tout savoir, et utiliser, sur des « maîtres de la contre-révolution », bien sûr non négligeables, comme Taine et Bourget, aussi peu prophétiques que possible, et qui ne répondraient à aucune question, et pour cause, dans le langage de notre temps. Pour comble, un « occidentalisme » maintenu contre la claire vision que « l'occident » s'écroulait autant que la maison Usher, rendait Dostoïevsky suspect, coupable même de léser une clarté française ou latine — en réalité solidaire de la démocratie formelle, mais nous ne voulions pas le savoir. Le prix a été payé, pour cet arsenal idéologique démodé, et pour les harmoniques, faibles ou fausses, au génie de Maurras que nous trouvions dans la partition ; car si, pour la part quasi-éternelle, Dante ou Edgar Poë demeuraient présents à notre maître, du côté de l'héritage et de l'accompagnement immédiat et prochain, les « maîtres de la contre-révolution » allaient nous empêcher plus que nous aider, limiter notre vue, nous laisser désarmés ; non sur le politique essentiel, mais pour l'idéologique et le prophétique (même Bloy nous était un peu interdit) qui pourtant restaient le seul terrain praticable à l'heure où Maurras avait eu tellement raison, dans l'ordre de la physique et mécanique politique, que l'idée fixe de cette raison triomphante au cœur du désastre, pouvait rendre fous non pas seulement lui (comme a dit Charles de Gaulle) mais tous ceux qui l'avaient cru ou suivi... dont de Gaulle lui-même.

Ne perdons plus de temps à regretter, mais ne recommençons pas ! Positivement, le bon usage, l'usage salutaire, de Dostoïevsky, deviera facilement intelligible, avec un texte, inédit en français, que publie ce cahier de l'Herne ; la « Lettre aux étudiants » d'avril 1878. Il procure l'exemple même de l'outil contre-révolutionnaire, étant compris qu'un tel outil doit d'abord œuvrer sur nous-mêmes, nous mettre en état de forger d'autres outils et des armes. Pourquoi ? Par sa vertu analogique, comportant à la fois une identité essentielle (non seulement quant au principe, mais dans la visée d'une situation par ce principe), et une disparité précise qui appelle à la réflexion et l'invention.

Le 3 avril 1878, quelque deux cents étudiants et membres de l'intelligentsia s'étaient rendus à la gare de Kursk pour accueillir un convoi d'étudiants déportés de Kiev. Ils escortèrent les voitures cellulaires, sans difficultés avec la police ; mais, arrivés à l'Okhotny Riad, les marchands et les bouchers de Moscou, dont c'était le quartier, les assaillirent sauvagement et les rouèrent de coups. L'explication officielle, que Dostoïevsky allait entériner, fut celle de la « majorité silencieuse » indignée et exaspérée de l'acquiescement de Véra Zassoulitch, assassin du gouverneur général de Pétersbourg, accusé d'avoir fait fouetter des détenus politiques. Le 8 avril, cinq étudiants s'adressaient à Dostoïevsky : ils étaient visiblement persuadés que l'affaire d'Okhotny Riad devait être imputée à la police, et sachant que l'écrivain n'était pas un défenseur de l'Etat « comme les autres », ils comptaient sur lui un peu comme — par exemple — des étudiants gauchistes dans la ligne de Maurice Clavel s'adresseraient à Malraux pour faire pièce à monsieur Marcellin...

La réponse qu'ils reçurent, si elle dut les décevoir, si elle leur donnait tort sur le point de fait comme sur la légitimité, n'était pourtant pas purement négative. En substance, Dostoïevsky justifiait la réaction des bouchers (rejetait l'alibi « policier »), mais ne condamnait pas le rejet fondamental de la « société » par les étudiants ; il leur reprochait en revanche d'être bien les fils de cette société (libérale et occidentalisée dans sa dominante) et de ne la rejeter verbalement qu'en lui étant fidèles : fidèles dans la fuite loin et hors du peuple et de la nation ; ce que les « bouchers », incarnant là le peuple en sa profondeur, (contre la société qui le renie et l'aliène autant que les étudiants

et avant eux) avait démontré à coups de gourdin.

Curieusement, les étudiants n'avaient pas dissimulé dans leur missive une impopularité consciente, un jugement général les définissant en tant qu'étudiants contestataires, comme « populations sauvages ».

Dostoïevsky en prend acte, mais il ajoute : « Il existe toutefois des gens, assez nombreux, dans la presse et dans la société, rongés par la pensée que la jeunesse s'est éloignée du peuple (ceci est le principal) et ensuite, c'est-à-dire actuellement, éloignée de la société. Il en est vraiment ainsi. La jeunesse vit dans des rêves abstraits, selon des doctrines étrangères ; elle ne veut rien savoir de ce qui est russe, elle aspire à enseigner elle-même la Russie. Enfin, c'est évident, la jeunesse est tombée entre les mains d'un parti politique, dirigeant absolument extérieur (...)

Vous me demandez : « Dans quelle mesure la faute de ce qui s'est passé incombe-t-elle aux étudiants eux-mêmes ? ». Voici ma réponse : à mon avis vous n'y êtes pour rien. Vous n'êtes que les enfants de cette société dont vous vous écarterez maintenant, et qui de tous côtés est mensonge. Mais en s'en arrachant et en la quittant, notre étudiant ne va pas au peuple ; il va quelque part à l'étranger vers l'eupéanisme, dans le royaume abstrait de l'homme en général, qui n'a jamais existé. Ainsi il rompt également avec le peuple, il le méprise ; il ne le reconnaît pas, comme cela sied au vrai fils de la société avec laquelle il a pourtant rompu. Et cependant, c'est dans le peuple qu'est notre salut... Quant à cette rupture, on ne peut en stricte logique, la reprocher à la jeunesse. Comment aurait-elle pu, avant d'avoir vécu, atteindre au peuple. »

Il y a d'autres richesses dans cette lettre ; je m'en tiens au texte ci-dessus aujourd'hui. J'ai dit qu'il comportait une identité avec notre situation présente, et une disparité précise. Je m'arrête ici pour vous laisser le loisir de les rechercher et d'y rêver. Alors seulement, après le silence ainsi creusé pour entendre ce vrai maître de la contre-révolution qu'est le Dostoïevsky non des seuls démons, mais de toute l'œuvre majeure, je vous soumettrai ma « lecture ».

ARTHEZ.

(1) L'Herne : Dostoïevsky (décembre 1973).

BULLETIN D'ABONNEMENT A LA NAF-HEBDO

Je souscris un abonnement de 3 mois (15 F), 6 mois (30 F), un an (55 F), de soutien (120 F) (*).

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

à retourner 17, rue des petits-champs, 75001 Paris, CCP: NAF 642-31 Paris